

Règlement d'hygiène et de sécurité

- Article 1 :** Le présent règlement s'applique à tous les agents employés par la collectivité, quel que soit leur statut et leur ancienneté. Il précise en particulier certaines dispositions de santé et de sécurité.
Des dispositions spéciales peuvent être prévues pour certains agents en fonction des secteurs d'activités.
- Article 2 :** L'autorité territoriale doit mettre en œuvre toutes les mesures de prévention appropriées pour assurer des conditions d'hygiène et de sécurité de nature à préserver la santé et l'intégrité physique et mentale des agents.
- Article 3 :** Chaque agent doit respecter et faire respecter, en fonction de ses responsabilités hiérarchiques, les consignes générales et particulières de sécurité en vigueur sur les lieux de travail, pour l'application des prescriptions prévues par la réglementation en matière d'hygiène et de sécurité ou liées aux recommandations sanitaires.
- Article 4 :** Chaque agent doit veiller à sa sécurité personnelle et à celle de ses collègues et du public.
- Article 5 :** Pendant son travail, l'agent est tenu d'utiliser les équipements de protection individuelle et collective mis à sa disposition par la collectivité.
- Article 6 :** Chaque agent doit se présenter aux visites médicales.
Chaque agent est tenu d'être à jour de la ou des vaccination(s) rendue(s) obligatoire(s) par le poste occupé.
- Article 7 :** Toutes anomalies constatées relatives à l'hygiène et à la sécurité seront inscrites dans le registre des observations et suggestions relatives à l'hygiène, la sécurité et aux conditions de travail mis à disposition des agents au format papier. Les assistants de prévention avisent l'autorité territoriale des remarques formulées. L'autorité territoriale mettra en œuvre les mesures nécessaires et correctives.
- Article 8 :** Tout agent ayant un motif raisonnable de penser que sa situation présente un danger grave et imminent pour sa vie ou sa santé, peut se retirer de son poste et en informer son supérieur hiérarchique. Cet avis doit être consigné dans le registre des dangers graves et imminents. Ce registre spécial, côté et ouvert au timbre du Comité Social Territorial sous format est placé sous la responsabilité de l'autorité territoriale.
- Article 9 :** Les locaux de travail, matériels et véhicules doivent être maintenus en bon état de fonctionnement et dans un état de propreté constant.
Les locaux sanitaires (cabinets d'aisances, vestiaires, douches...) doivent être maintenus dans un état constant de propreté et d'hygiène.
- Article 10 :** En cas d'accident du travail, après avoir déclenché les secours appropriés, une déclaration immédiate doit être faite auprès du représentant de la collectivité quelle que soit la gravité.
Un rapport devra être établi par le chef de service en collaboration avec l'assistant de prévention de la direction concernée afin de définir de façon précise les circonstances exactes de l'accident et d'en analyser les causes afin de mettre en place les mesures de prévention appropriées.

En cas d'accident de service grave ayant entraîné mort d'homme ou incapacité permanente, le Conseil Social Territorial procédera à une enquête. Cette enquête aura également lieu, en cas d'accident de service présentant un caractère répété à un même poste de travail.

Article 11 : Une formation pratique et appropriée en matière d'hygiène et de sécurité est organisée par l'autorité territoriale lors de l'entrée en fonction de l'agent, en cas d'accident grave ou de maladies professionnelles et à la suite d'un changement de fonctions, de techniques, de matériels ou d'une transformation des locaux.

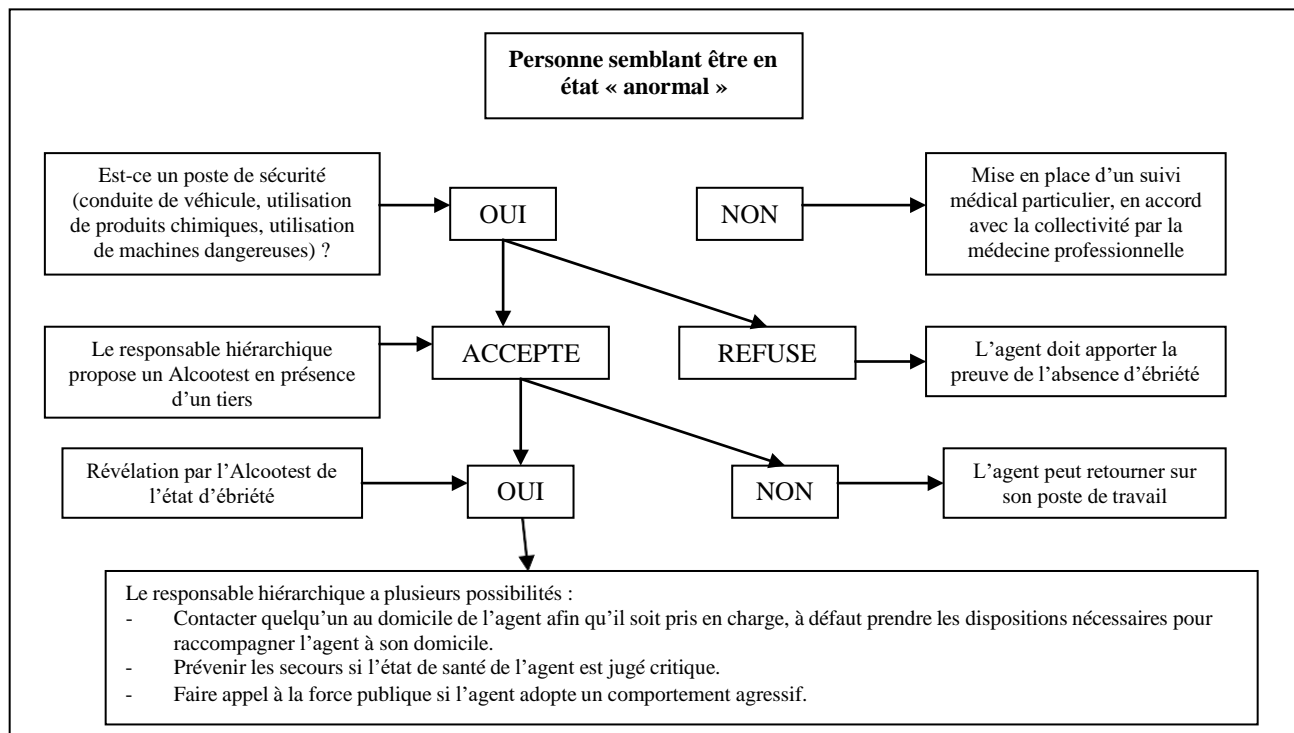
Article 12 : Certaines activités nécessitent des autorisations de conduite ou des habilitations délivrées par l'autorité territoriale à la vue de l'aptitude professionnelle, médicale et d'une formation spécifique. L'agent et sa hiérarchie doivent veiller à l'actualisation de ces habilitations.

Article 13 : Il est interdit de fumer ou de vapoter dans tous les lieux fermés et couverts accueillant du public ou qui constituent des lieux de travail. (Ex : couloirs, salles de repos, salles de réunions, locaux sanitaires, bureaux qu'ils soient occupés par un ou plusieurs agents, ateliers...)

Article 14 : Il est formellement interdit d'accéder ou de demeurer sur le lieu de travail en état d'ivresse. Il est interdit d'introduire ou de distribuer sur le lieu de travail des boissons alcoolisées sauf autorisation exceptionnelle de l'autorité territoriale (ex : Pot de départ, naissance...).

Pour des raisons de sécurité, l'autorité territoriale ou une personne désignée par ce dernier, pourra procéder à des contrôles d'alcoolémie à l'aide d'un Alcotest, pendant le temps de service, pour les agents occupant des postes de sécurité : manipulation de produits dangereux, utilisation de machines dangereuses, conduite de véhicule et en présence des enfants. Il s'agit de faire cesser, dans l'urgence, une situation manifestement dangereuse. L'autorité territoriale aura, au préalable, désigné les postes de sécurité rentrant dans les catégories citées ci-dessus.

La procédure mise en place sera la suivante :



En cas de refus de se soumettre à l'Alcotest, il y aura présomption d'état d'ivresse. Le recours à un médecin est toujours possible pour avis médical.

Article 15 : Il est formellement interdit de pénétrer ou de demeurer dans la collectivité sous l'emprise de substances illicites, mais aussi, d'introduire, de distribuer ou de consommer de la drogue ou toute autre forme de substances illicites au sein de la collectivité. Pour des raisons de sécurité, l'autorité territoriale doit retirer l'agent de son poste et pourra faire appel à un médecin pour procéder à des contrôles ou à des dépistages de substances stupéfiants, pendant le temps de service et prioritairement sur les agents occupant des postes de sécurité. A défaut de médecin disponible, le principe de précaution vaut et les dispositions à prendre sont similaires à celles définies à la fin de la procédure de l'article 14.

Article 16 : Tout agent qui ne se conformera pas aux dispositions du présent règlement, s'exposera à des sanctions disciplinaires de la part de l'autorité territoriale.
Les sanctions auxquelles s'expose l'agent fonctionnaire concerné sont celles prévues à l'article 89 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.
Les sanctions prévues pour les agents non-titulaires concernés sont définies à l'article 36 du décret n° 88-145 du 15 février 1988.
Enfin, les sanctions prévues pour les fonctionnaires stagiaires concernés sont définies à l'article 6 du décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992.
La sanction envisagée devra être en adéquation avec la faute commise.

Article 17 : Quelle que soit la sanction disciplinaire, l'administration doit informer l'agent de son droit à communication de l'intégralité de son dossier individuel. L'agent doit disposer d'un délai raisonnable pour organiser sa défense et peut se faire assister par une ou plusieurs personnes de son choix.
Toute sanction prononcée à son encontre peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de la notification.

Article 18 : Les conducteurs de véhicules poids lourds, transports en commun et *véhicules légers* doivent impérativement :

- Montrer l'original de leur permis de conduire à chaque demande du supérieur hiérarchique,
- informer l'autorité territoriale de tout retrait ou suspension de permis.

Article 19 : Le règlement intérieur et les consignes de sécurité doivent être affichés et diffusés auprès de l'ensemble du personnel pour qu'ils en prennent connaissance.

Article 20 : La mise à jour du présent document a été approuvée par les membres du CST le 17.10.2023.

Il entre en vigueur à compter de ce jour.

Fait à Les Arcs sur Argens

Le Maire
Nathalie GONZALES